

tent environ 25 p. 100 de notre PNB. Si l'on fait la comparaison avec le Japon, considéré par beaucoup comme le principal exportateur mondial, on voit que 13 p. 100 de son PNB est représenté par les exportations. Dans le cas des États-Unis le pourcentage est inférieur à 6 p. 100.

Nous suivons de très près, comme il se doit, le secteur des exportations et nous avons lieu d'être fiers du taux de croissance de nos ventes de produits finis à l'étranger, enregistré avec les années.

Dans la même période il y a eu un changement marqué dans la composition de nos exportations au profit des produits manufacturés, qui ont pris le pas sur les produits agricoles et les minerais métalliques. L'industrie canadienne s'est tournée résolument vers l'exportation en même temps qu'augmentaient nos importations de produits manufacturés. Sans vouloir écraser la Chambre de statistiques aujourd'hui, je signalerai que la part des produits manufacturés dans le volume des exportations est passé de 8 p. 100 en 1960 à 46 p. 100 en 1977. Cela démontre notre aptitude croissante à vendre des produits finis sur les marchés mondiaux. La part des produits manufacturés considéré dans leur ensemble, avec les matières industrielles tel l'aluminium en lingots, est passé de 60 p. 100 en 1960 à 77 p. 100 en 1977.

Nous avons exporté dans le cours de la seule année dernière pour 1.3 milliard de machines et de matériel vers les pays en voie de développement, et pour des milliards vers les États-Unis, l'Europe et le Japon. Nous y sommes allés, et nous ne nous reposons pas sur nos lauriers. Aucun autre pays industriel sans doute n'a réussi en 15 ans une transformation aussi remarquable de ses exportations de marchandises, et pendant tout ce temps les timorés d'en face ne cessaient de répéter que les hommes d'affaires canadiens n'étaient pas dans la course. Certains d'entre eux disent même que nous devons redevenir des coupeurs de bois et des piseurs d'eau. Nous n'en sommes plus là du tout. Bien que je n'aie rien contre les coupeurs de bois et les piseurs d'eau, il est évident qu'on ne peut pas faire travailler beaucoup de gens si on se limite à ces genres d'industries.

● (1242)

Parlons de la production industrielle et du fait que nous prenions le Fonds monétaire international et l'OCDE comme sources. Depuis avant la récession de 1973-1974, le Canada et les États-Unis ont connu à peu près la même croissance dans leur production industrielle, c'est-à-dire dans le secteur de l'exploitation minière, de la fabrication et des services d'utilité publique. C'est beaucoup mieux que tous les autres grands pays industriels et beaucoup mieux que tous nos plus importants marchés d'exportation.

De 1973 à 1978, nous n'avons été devancés que par le Japon, et de peu, sur le plan de la croissance réelle du produit national brut. Nous avons connu la plus forte croissance de tous les pays industriels sur le plan de l'emploi, et le premier ministre a parlé hier de ces chiffres. Même sur le plan des prix, nous avons fait mieux que la plupart des pays industriels. L'Allemagne de l'Ouest a fait mieux et les États-Unis légèrement mieux.

Il y a des hommes d'affaires canadiens qui accomplissent des réalisations remarquables. Ils méritent certes la confiance des politiciens, et nous sommes prêts à leur donner toute la confiance que nous pouvons. Nous sommes convaincus qu'ils

savent vraiment ce qu'ils font et qu'ils sont les plus aptes à faire leur travail. Quelles sont leurs possibilités? Ils ont des vues utiles sur ce que peut faire le gouvernement pour les aider. C'est pourquoi, il y a environ un an, j'ai demandé au secteur privé et aux provinces de me dire comment les gouvernements fédéral et provinciaux pourraient le mieux encourager la croissance industrielle.

Nous avons établi 23 groupes de travail industriels réunissant des représentants du patronat et des syndicats et où les provinces et le gouvernement fédéral étaient modestement représentés. Ils m'ont fait parvenir leurs rapports ainsi qu'aux ministres provinciaux de l'industrie. Le gouvernement fédéral est actuellement en train de tous les étudier dans les moindres détails.

On a mis sur pied un deuxième comité formé exclusivement de dirigeants patronaux et syndicaux et d'un universitaire. Ils sont chargés d'examiner les rapports présentés par les 23 secteurs afin d'en évaluer le rôle exact pour pouvoir en tirer les grandes lignes qui permettront d'élaborer des recommandations de principe. Le rapport de ce deuxième comité me sera remis sous peu et évidemment je le transmettrai le plus tôt possible aux ministres provinciaux. Je l'attends même la semaine prochaine.

Dans quelques semaines, les sous-ministres fédéraux et provinciaux de l'industrie se réuniront pour discuter des rapports du deuxième comité et des secteurs. Les ministres provinciaux et moi-même suivront leur exemple au début de novembre alors que les premiers ministres se réuniront à la fin de novembre pour discuter et dégager les recommandations de principe proposées. Voilà, d'après moi, un programme d'action logique et cohérent fondé sur le jugement que des hommes et des femmes hors de la scène politique auront porté sur le rôle que peut jouer le gouvernement pour favoriser leur essor.

Dans l'intervalle, le gouvernement a commencé à apporter certains changements déjà convenus, et à vrai dire les vues exprimées dans les divers rapports sectoriels ont trouvé écho dans les dernières décisions économiques que nous avons annoncées.

A la suite des protestations vociférantes dont ils ont été témoins, les députés savent que le gouvernement entend réduire sérieusement ses dépenses et amoindrir l'importance et le rôle du secteur public. Les vociférations viennent surtout de l'autre côté qui réclame une réduction des dépenses gouvernementales mais se met à geindre devant toute infortune inévitable.

Les députés savent que la croissance de la Fonction publique est désormais bloquée. On devra même procéder à certaines mises à pied. La rémunération des fonctionnaires sera fixée par voie législative pour qu'ils suivent le rythme de l'entreprise privée. Le Conseil économique du Canada cherche par des moyens pratiques à réduire la portée et le coût de la réglementation gouvernementale régissant l'industrie. Nous consacrons plus d'argent à créer des emplois grâce aux économies réalisées par la gestion rationnelle des programmes d'assurance-chômage et d'allocations familiales.

L'an dernier, le ministre des Finances (M. Chrétien) a pris des moyens et des mesures pour stimuler l'emploi, la production et les investissements. Par exemple, il a réduit la taxe de vente, accru le crédit d'impôt à l'investissement, subventionné les salaires et favorisé la recherche et le développement. Mon